

L'Autriche intérieure - une introduction = "Innerösterreich" - eine Einführung

Autor(en): **Stauber, Reinhard**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Histoire des Alpes = Storia delle Alpi = Geschichte der Alpen**

Band (Jahr): **10 (2005)**

PDF erstellt am: **18.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-10939>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'Autriche intérieure – une introduction

Reinhard Stauber

Zusammenfassung

«Innerösterreich» – eine Einführung

Die Bezeichnung «Innerösterreich» ist aufs engste verbunden mit der Entwicklung der Herrschaft der Habsburger im östlichen Alpengebiet seit dem ausgehenden Mittelalter. Zur Erprobung eines funktionalen Regionenbegriffs, der von den neuzeitlichen Grenzen abstrahiert und nach Zügen von Gemeinsamkeit, Austausch und Kooperation in einem geografischen Raumgefüge fragt, beschäftigen sich die Aufsätze in diesem Dossier mit verschiedenen historischen Aspekten der heutigen Alpen-Adria-Region. Um die Grundlagen der Verwendung des Begriffs «Innerösterreich» für die mit diesem Raum weniger vertrauten Leserinnen und Leser zu legen, widmet sich die folgende Einführung zunächst der Herrschaftsbildung und Teilungspolitik des «Hauses Österreich» in der Region. Die Sonderrolle Innerösterreichs in der Frühen Neuzeit wird sodann im Hinblick auf den Grenzschutz gegen die Osmanen und auf die konfessionelle Frage erläutert.

À l'instar de nombreux autres princes de l'Empire, les Habsbourg procédèrent à la partition de leurs territoires et de leurs droits, qui s'étaient considérablement étendus au XIV^e siècle (acquisition des duchés de Carinthie et de Carniole en 1335). Le premier partage dynastique, en 1379, créa deux entités territoriales, l'une sur le Danube (lignée albertienne), l'autre dans les Alpes orientales (lignée léopoldienne). Suite à une nouvelle partition au sein de la lignée léopoldienne et après la session du Tyrol et des territoires sis en Souabe et sur le cours supérieur du Rhin, les «pays inté-

rieurs» (*innere Lande*) constituèrent, de 1396 à 1411, une entité en soi. C'est sous le règne du duc Frédéric V (le futur roi romain Frédéric III, 1440–1493), qui était parvenu, au prix de maints efforts, à étendre son pouvoir aux pays danubiens, qu'apparut, en 1447, la désignation *ynnere Land*. À partir de la première moitié du XVIII^e siècle, l'on rencontre la dénomination «Autriche intérieure». On entendait par là les territoires qui, vus de Vienne, étaient situés à l'intérieur du pays, dans les Alpes.

Après que Maximilien I^{er} eut réuni sous son sceptre, en 1493, les possessions de la maison Habsbourg, le roi Ferdinand I^{er} ordonna, en 1554, une tripartition de ses territoires. Elle fut réalisée en 1564, en reprenant pratiquement le découpage de 1411: Maximilien, le fils aîné, reçut la Basse et la Haute-Autriche, la Bohême et la Hongrie; en même temps s'ouvrait à lui la perspective d'accéder à la couronne impériale. L'archiduc Ferdinand se vit attribuer le Tyrol et les «pays antérieurs» (*Vorlande/Vorderösterreich*) au sud-ouest de l'Empire. Le fils cadet Charles reçut quant à lui l'Autriche «intérieure» avec Graz pour résidence. Ce territoire comprenait la Styrie, la Carinthie, la Carniole (*Krain*) avec les seigneuries sises en Istrie et sur le Karst, le «comté antérieur» de Görz (*Gorizia*), *Gradiska* et les villes de Trieste et Fiume/*Rijeka*.

Cette constellation territoriale subsista jusqu'en 1619, lorsque le régent, l'archiduc Ferdinand, qui avait sa cour à Graz, reprit de son cousin Matthias les possessions danubiennes et accéda au titre de roi. D'une surface de près de 48'000 km², l'ensemble formant l'Autriche intérieure était le plus vaste territoire d'un seul tenant au sein du Saint Empire romain germanique. Vers 1600, sa population est estimée à un million d'habitants environ. À l'instar d'Innsbruck, Graz devint, encore une fois, siège de la résidence ducale; sa fonction de ville-centre s'en trouva renforcée. La ville connut un important essor architectural et artistique. Ici furent nommées les autorités seigneuriales chargées d'administrer l'Autriche intérieure, avec à leur tête le Conseil secret, le Conseil aulique et la Chancellerie, institutions qui subsistèrent après la fin de l'indépendance formelle de l'ensemble territorial.

Pour les Habsbourg, une organisation plus stricte, conforme à l'esprit de l'absolutisme princier qui commençait à s'affirmer, n'était réalisable, compte tenu de l'extension de leurs territoires, que sur la base d'entités plus petites. Ce motif a indéniablement contribué à la décision de Ferdinand I^{er} de procéder à nouveau partage dynastique et territorial. Entre 1564 et 1619, l'Autriche

intérieure présente les traits d'un État territorial, qui dispose d'une administration et d'une législation propres (qui devait, il est vrai, tenir compte des intérêts des *Länder*). Deux facteurs, dont la portée dépasse largement le cadre régional, contribueront à ce que l'Autriche intérieure constitue, aux XVI^e et XVII^e siècles, une région *sui generis* et à resserrer les liens entre les *Länder*: la menace des Turcs ottomans d'une part, la question confessionnelle d'autre part.

En 1469, les poussées turques dans les Balkans, qui firent suite à la prise de Constantinople, atteignirent la région qui nous intéresse. Aux confins des terres habsbourgeoises et du Saint Empire Romain, la Styrie et la Carniole, qui n'étaient protégées par aucun véritable obstacle naturel, mais aussi la Carinthie, qui était ouverte vers l'Est, étaient particulièrement menacées. En revanche, la fonction protectrice vers l'Est pouvait s'appuyer sur un fort lien identitaire des États de l'Autriche intérieure, qui s'exprimait notamment à travers l'évocation d'une patrie commune (*Vaterland*). Ce lien reposait sur la nécessité de garantir tant sa propre sécurité que celle des voisins occidentaux.

Sur le plan institutionnel, les intérêts communs apparaissent clairement lors des séances des *États* de Styrie, de Carinthie et de Carniole (*General-Landtage*) et dans les délibérations des représentants de ces trois assemblées au sujet des contingents militaires à mettre sur pied pour faire face à la menace turque (*Ausschuss-Landtage*). Les réunions eurent lieu dès 1462, sans que le prince n'en ait donné l'ordre. Celle de Bruck an der Mur, en 1578, donna l'impulsion à l'établissement d'un pacte de défense entre les trois *Länder*, pacte qu'on pouvait invoquer en tout temps. Auparavant déjà, l'on avait commencé d'établir une large zone tampon à la frontière orientale, entre la côte adriatique et le lac Balaton (Plattensee). Cette «frontière militaire» fut occupée par des contingents obligatoires de Carniole, de Carinthie et de Styrie, et entretenue par des contributions financières des trois *Länder*. L'instauration d'un Conseil de guerre (*Hofkriegsrat*), à Graz, en 1578, pour la protection des frontières se fit également à l'initiative des *États* d'Autriche intérieure. Aussi ces derniers étaient-ils représentés au sein du nouveau conseil. Des impôts supplémentaires, des redevances en vivres ainsi que des transports aux fins de la défense du territoire mirent la population rurale de l'Autriche intérieure en contact avec l'État absolutiste naissant. Après la conclusion de traité de paix de Karlowitz/Sremski Karlovci, en 1699, lorsque

la Hongrie fut reconquise et que la frontière turque s'éloigna en direction sud-est, cette menace ne joua plus de rôle.

Dans l'histoire de la confessionnalisation, les *Länder* de la monarchie habsbourgeoise ont joué, au XVI^e siècle, un rôle particulier, qui contribua à renforcer la position des *États* (Stände), de la noblesse en particulier. La paix religieuse d'Augsbourg de 1555, selon laquelle le prince pouvait librement choisir la religion pour lui-même et ses sujets, ne s'imposa pas dans les pays habsbourgeois. Un prince tolérant tel que Maximilien II accorda à la noblesse de la Basse-Autriche le droit de pratiquer la foi luthérienne (*Confessio Augustana*). Même un catholique «pur et dur» comme Charles II dut faire des concessions compte tenu de la menace extérieure: liberté de croyance et de culte pour les nobles et leurs sujets (1572) et extension de ces droits à plusieurs grandes villes (1578).

Ainsi, la seconde moitié du XVI^e siècle vit une floraison du protestantisme en Autriche, ce qui fit dire à un prêtre catholique auprès de la cour: «Le Turc fait le bonheur du Luthérien.» Dans les pays intérieurs (inneren Landen), on estime que près de deux tiers de la population étaient de confession évangélique. En 1574, le théologien David Chyträus, de Rostock, élabore une liturgie protestante destinée aux *Länder* de l'Autriche intérieure; en 1578, elle fut adoptée par les *États* mais ne reçut pas l'aval du souverain. Auparavant déjà, les *États*, qui étaient en majorité protestants, avaient fondé des collèges dans les capitales. Comme les Luthériens tenaient le culte et lisaient la bible dans la langue vernaculaire, des traductions parurent dans des langues qui étaient à peine documentées par écrit jusque-là. Primož Trubar (1508–1586), qui prêchait à Laibach/Ljubljana, édita en 1550 un catéchisme qui fut le premier livre imprimé en slovène.

Il appartient à une nouvelle génération de princes habsbourgeois de prendre en main, dans leurs États, l'offensive de la Contre-Réforme, mais à cause de «querelles de famille» elle n'a pu être conduite à bonne fin, au sens de la domination de la religion d'État catholique, qu'au temps de la Guerre de Trente ans. Dès 1573, l'on fit appel aux Jésuites en Autriche intérieure, d'abord à Graz, où fut fondée une université en 1585. Graz fut également résidence du nonce apostolique de 1580 à 1621. Le premier séminaire organisé selon les prescriptions du concile de Trente pour la formation des prêtres catholiques fut ouvert en 1578 à la résidence de l'évêque de Gurk en Carinthie. En 1600 furent fermées les écoles des *États* protestants, et le prince envoya

dans les terres protestantes des commissions qui firent pression sur la population, la menaçant même de faire usage de la violence, pour qu'elle adhère à nouveau à la foi catholique. À l'égard de la noblesse, la manière fut moins rude. En 1628, Ferdinand II mit tout de même les nobles devant un choix: soit ils se convertissent, soit ils quittent le pays. L'Autriche intérieure fut, au plan formel, entièrement recatholicisée. Cependant, dans certaines vallées reculées, des foyers protestants subsistèrent en secret jusqu'à la promulgation, en 1781, de l'Édit de tolérance par Joseph II, qui accorda la liberté de culte aux protestants.

Au XVIII^e siècle encore, alors que les réformes administratives centralisatrices de Marie-Thérèse et de Joseph II battaient leur plein, les *Länder* de l'Autriche intérieure formaient une unité administrative. L'autorité politique de deuxième instance subordonnée à la cour de Vienne, le «Gubernium», est installée à Graz; à partir de 1782, elle fut compétente pour la Styrie, la Carinthie et la Carniole. L'autorité judiciaire correspondante de deuxième instance (le tribunal d'appel) siégeait quant à elle depuis 1782 à Klagenfurt. Pour ce qui concerne les compétences du commandement militaire, de la cour d'appel ou du procureur général, sis à Graz, les *Länder* de Styrie, de Carinthie et de Carniole constituaient encore une entité durant une bonne partie du XIX^e siècle.

Cette constellation réapparaît en lien avec la constitution de la mémoire historique régionale. «Tout ce qui mérite d'être maintenu et perpétué de l'Autriche intérieure» ne doit pas tomber dans l'oubli, est écrit dans un appel lancé en 1811 par l'archiduc Jean aux «amis de la patrie». Le musée de Graz qui porte aujourd'hui son nom était initialement dédié à tous les pays ayant formé l'Autriche intérieure et pas seulement à la Styrie. La société d'histoire régionale, dont la fondation fut antérieure à la restitution des anciens pays de la couronne au milieu du XIX^e siècle, eut également l'Autriche intérieure comme référence. La culture populaire de l'Autriche intérieure eut en la personne de l'archiduc un ardent propagateur. À ce titre, sa prédilection pour l'habit gris des Styriens peut également être interprétée comme une manifestation de rejet envers l'élite politique centralisatrice de Vienne.

Bibliographie sélective

- France M. Dolinar e. a. (éd.), *Katholische Reform und Gegenreformation in Innerösterreich 1564–1628*, Klagenfurt e. a. 1994.
- Graz als Residenz Innerösterreichs 1564–1619*, Ausstellungskatalog, Graz 1964.
- Handbücher und Karten zur Verwaltungsstruktur in den Ländern Kärnten, Krain, Küstenland und Steiermark bis zum Jahre 1918. Ein historisch-bibliographischer Führer*, Graz e. a. 1988.
- Alexander Novotny, Berthold Sutter (éd.), *Innerösterreich 1564–1619*, Graz 1968.
- Richard G. Plaschka e. a. (éd.), *Was heisst Österreich? Inhalt und Umfang des Österreichbegriffs vom 10. Jahrhundert bis heute*, 2e éd., Vienne 1996.
- Franz Sauer (éd.): *400 Jahre Innerösterreich in Aufgaben und Leistungen*, Graz 1964.
- Anton Schindling, Walter Ziegler (éd.), *Die Territorien des Reichs im Zeitalter der Reformation und Konfessionalisierung. Land und Konfession 1500–1650*, vol. 1: Der Südosten, Münster 1989.
- Winfried Schulze, *Landesdefension und Staatsbildung. Studien zum Kriegswesen des innerösterreichischen Territorialstaates (1564–1619)*, Vienne e. a. 1973.
- Viktor Theiss, *Erzherzog Johann, der steirische Prinz*, 3e éd., Vienne e. a. 1982.
- Thomas Winkelbauer, *Ständefreiheit und Fürstenmacht. Länder und Untertanen des Hauses Habsburg im konfessionellen Zeitalter*, 2 vol., Vienne 2003 [Österreichische Geschichte 1522–1699].

«Innerösterreich» – eine Einführung

Reinhard Stauber

Résumé

L'Autriche intérieure – une introduction

La désignation «Autriche intérieure» est étroitement liée au développement de la domination des Habsbourg dans les Alpes orientales à partir de la fin du Moyen Âge. Afin de mettre en œuvre une notion fonctionnelle de la région, qui fait abstraction des frontières actuelles, cherchant à découvrir des points communs et à mettre en évidence les échanges au sein de l'espace étudié, les auteurs de ce dossier abordent différents aspects historiques de l'actuelle région de l'Alpes-Adria. Cette introduction veut créer les prémisses pour la compréhension de la notion d'Autriche intérieure pour les lecteurs moins familiers avec cet espace. Elle envisage d'abord la formation du territoire et la politique de partage de la «Maison d'Autriche». Le rôle particulier de l'Autriche intérieure durant l'époque moderne est illustré à travers, la protection de la frontière contre les Ottomans et la question confessionnelle.

Wie viele andere Fürsten des Reiches teilten auch die Habsburger ihre Territorien und Rechte, die im 14. Jahrhundert eine beträchtliche Ausdehnung erfahren hatten (Übernahme von Kärnten und Krain 1335). Die erste Teilung von 1379 schuf zwei Besitzkomplexe an der Donau (albertinische Linie) und in den Ostalpen (leopoldinische Linie). Nach weiteren Teilungen in der leopoldinischen Linie und nach Abtrennung von Tirol und der Gebiete in Schwaben und am Oberrhein entwickelten sich die «inneren Lande» zwischen 1396 und 1411 zu einer eigenen Besitzgruppe. Unter Herzog Friedrich V. (als Friedrich III. Römischer König 1440–1493), dem es nach vielen An-

läufen gelang, seine Herrschaft auch über die Donauländer auszudehnen, taucht die Bezeichnung «ynnere Land» 1447 erstmals auf. Seit der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts wird dann von «Innerösterreich» gesprochen. Gemeint waren jene Länder, die von Wien aus gesehen landeinwärts im Gebirge lagen.

Nachdem König Maximilian I. den habsburgischen Hausbesitz 1493 wieder in einer Hand zusammengefasst hatte, ordnete König Ferdinand I. 1554 eine neue Dreiteilung der von ihm beherrschten Gebiete an. Sie wurde 1564 vollzogen und orientierte sich stark am Gebietsstand von 1411: Der älteste Sohn Maximilian erhielt Nieder- und Oberösterreich, Böhmen und Ungarn sowie die Aussicht auf die Nachfolge im Reich. Erzherzog Ferdinand fielen Tirol und die «Vorlande/Vorderösterreich» im Südwesten des Reichs zu. An den jüngsten Sohn Karl schliesslich kam «Innerösterreich» mit Regierungssitz in Graz. Dieser Länderkomplex umfasste Steiermark, Kärnten, Krain mit seinen angegliederten Herrschaften in Istrien und auf dem Karst, Görz, Gradiska und die Städte Triest und Fiume/Rijeka.

In dieser Konstellation bestand die innerösterreichische Ländergruppe bis 1619, als der Regent in Graz, Erzherzog Ferdinand, von seinem Vetter Matthias die donauländischen Besitzungen und die Königswürde im Reich übernahm. Mit einer Fläche von knapp 48'000 Quadratkilometern stellte der innerösterreichische Länderkomplex das grösste geschlossene Gebiet des Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation dar, bei einer Bevölkerungszahl, die sich um 1600 auf knapp eine Million Menschen schätzen lässt. Graz wurde (wie Innsbruck) nochmals Residenzort, in seiner zentralörtlichen Funktion aufgewertet und architektonisch-künstlerisch entsprechend ausgestaltet. Hier entstanden auch die für Innerösterreich zuständigen Behörden des Landesherrn, an ihrer Spitze Geheimer Rat, Hofrat und Hofkammer, die nach dem Ende der formellen Eigenständigkeit der Ländergruppe fortbestanden.

Eine straffere Organisation des werdenden absolutistischen Fürstenstaats war für die Habsburger angesichts ihrer ausgedehnten Länder nur auf der Basis kleinerer Besitzeinheiten möglich und darf als wichtiges Motiv der Entscheidung Ferdinands I. zur neuerlichen Teilung vermutet werden. So weist Innerösterreich zwischen 1564 und 1619 durchaus Züge eines Territorialstaats auf, mit einer eigenen Binnenverwaltung und Gesetzgebung (die freilich auf die historischen Länder Rücksicht zu nehmen hatte). Vor

allem aber waren es zwei eng miteinander verbundene Faktoren, die Innerösterreich im 16./17. Jahrhundert als Region eigener Dignität konstituierten, Interaktion unter den Ländern beförderten und die in ihrer Bedeutung weit über den alpinen Raum hinauswiesen: zum einen die Bedrohung durch die Osmanen samt den dadurch ausgelösten Verteidigungsmassnahmen, zum anderen die konfessionelle Frage.

Seit 1469 erreichten die Streifzüge, welche die Osmanen nach der Eroberung von Konstantinopel auf dem Balkan unternahmen, die uns interessierende Region. Als Grenze der habsburgischen Lande und des Heiligen Römischen Reiches befanden sich die Steiermark und Krain, die ohne nennenswerte natürliche Hindernisse direkt an der Grenze lagen, aber auch Kärnten, das nach Osten offenstand, in einer sehr gefährdeten Lage. Umgekehrt beruhte auf der Schutzfunktion gegen Osten ein selbstbewusstes Zusammengehörigkeitsgefühl der Länder Innerösterreichs (die sich etwa im Sprechen von einem gemeinsamen «Vaterland» ausdrückte), und zwar in doppelter Hinsicht: als verantwortlich für die Sicherung der eigenen Existenz und als Garant der Sicherheit der westlich gelegenen Nachbarn. So hiess es in einer «Newen Zeittung» von 1584 über «den Türken»: «Solt er bezwingen Crainerland / Und das bekommen in sein hand, / Wo wolten die in Kärndten bleiben, / Mit Saltzburg würd er kurtz weil treiben [...] Ja Steuer-marck und Oesterreich, / Die würden ihn bald sehen gleich, / Und sollte Gott nit sehen drein, / In Bayern solst nit sicher sein.»

Ihren institutionellen Ausdruck fand diese gemeinsame Interessenlage in Sitzungen der vereinigten Ständevertretungen der Länder Steiermark, Kärnten und Krain (General-Landtage) und in kooperativen Beratungen von Abgeordneten dieser drei ständischen Versammlungen über das militärische Aufgebot zur Türkenabwehr (Ausschuss-Landtage). Sie fanden ohne Anordnung des Landesfürsten ab 1462 statt. Der Ausschuss-Landtag von Bruck an der Mur 1578 wurde zum Ausgangspunkt für die Einrichtung eines fest institutionalisierten und stets aktivierbaren Defensionswesens der drei Länder. Schon zuvor war mit der Anlage eines breiten Pufferstreifens an der Ostgrenze, zwischen Adriaküste und Plattensee, begonnen worden. Diese spätere «Militärgrenze» wurde mit Pflichtkontingenten aus Krain, Kärnten und der Steiermark besetzt und durch Geldbeiträge dieser Länder unterhalten. Die Einrichtung eines neuen «Hofkriegsrats» in Graz 1578 für den Grenzschutz war ebenfalls auf Initiative der innerösterreichischen

Stände erfolgt. Sie konnten auch Interessenvertreter in das neue Ratsgremium entsenden. Zusätzliche Steuern, Proviantabgaben und Fuhrdienste für Verteidigungszwecke brachten schliesslich die bäuerliche Bevölkerung Innerösterreichs in direkten Kontakt mit dem frühabsolutistischen Verwaltungsstaat. Nach dem Frieden von Karlowitz/Sremski Karlovci 1699, als Mittelungarn dauerhaft zurückgewonnen und die Türkengrenze weit nach Südosten vorgeschoben werden konnte, spielten diese Belastungen keine Rolle mehr.

In der Geschichte der Konfessionalisierung spielten die Länder der habsburgischen Monarchie im 16. Jahrhundert eine Sonderrolle, die ebenfalls die Position der Stände und vor allem des Adels stärkte. Die reichsrechtliche Regelung des Konfessionsfriedens von 1555, die vorsah, dass der Landesherr den Untertanen seine Konfession vorschreiben und auch aufzwingen konnte, griff in den habsburgischen Ländern nicht. Ein persönlich eher tolerant eingestellter Herrscher wie Maximilian II. gewährte den adeligen Ständen Niederösterreichs das Recht zur Ausübung der Confessio Augustana nach einer formalisierten Kirchenordnung. Aber auch ein katholischer «Hardliner» wie Karl II. von Innerösterreich kam nicht umhin, unter dem Druck der äusseren Bedrohung ähnliche Zusagen zu machen: Gewissens- und Kultusfreiheit für den Adel und dessen Untertanen 1572 und die Ausdehnung dieser Rechte auf mehrere grössere Städte 1578.

So entwickelte sich die zweite Hälfte des 16. Jahrhunderts zu einer Blütezeit des Protestantismus in Österreich, was ein katholischer Hofprediger in die resignierende Formel fasste: «Der Türk ist der Lutherischen Glück.» In den «inneren Landen» dürften bis zu zwei Drittel der Bevölkerung Anhänger des neuen Glaubens gewesen sein. 1574 arbeitete der Rostocker Theologe David Chyträus eine protestantische Kirchenordnung aus, die für alle Länder Innerösterreichs gelten sollte und von deren Ständevertretungen 1578 angenommen, vom Landesherrn aber nicht genehmigt wurde. Schon vorher hatten die mehrheitlich protestantischen Stände in den Landeshauptstädten höhere Schulen gegründet. Da das Luthertum Predigt und Bibellektüre in der Volkssprache propagierte, entstanden Übersetzungen auch in Sprachen, die bis dahin kaum schriftlich dokumentiert waren. So brachte Primož Trubar (1508–1586), Prädikant in Laibach/Ljubljana, 1550 mit einem Katechismus das erste gedruckte slowenische («windische») Buch heraus. Die Rekatholisierung ihrer Länder wurde zur Sache einer jüngeren Gene-

ration habsburgischer Fürsten, konnte aber wegen der Zwistigkeiten innerhalb des Hauses erst in der Zeit des Dreissigjährigen Kriegs im Sinne der Dominanz der katholischen Staatsreligion beendet werden. Ab 1573 wurden die Jesuiten nach Innerösterreich berufen, zuerst nach Graz, wo 1585 eine Universität eröffnet wurde. Graz war zwischen 1580 und 1621 auch Sitz eines päpstlichen Gesandten (Nuntius). Das erste Seminar nach den neuen Vorschriften des Trienter Konzils für die Ausbildung katholischer Priester entstand 1578 an der Residenz des Bischofs von Gurk in Kärnten.

Schliesslich wurden um 1600 die protestantischen Ständeschulen geschlossen, und der Landesherr entsandte «Reformkommissionen» in die Kernzonen des Protestantismus, die von der Bevölkerung das Neubekenntnis zum katholischen Glauben erzwangen, teilweise unter Androhung von Gewalt. Das Vorgehen gegen die Adelligen war weniger hart. Erst ab 1628 stellte Ferdinand II. als Landesherr des donauländischen und innerösterreichischen Länderkomplexes auch den Adel vor die Wahl, entweder zu konvertieren oder das Land zu verlassen. Innerösterreich war formell ein völlig katholisches Gebiet geworden, doch hielt sich, vor allem in den abgelegenen Tälern, ein insgeheim praktizierter Protestantismus bis zum Toleranzedikt Josephs II. von 1781.

Noch im 18. Jahrhundert, in der Hochphase der Verwaltungsreformen Maria Theresias und Josephs II., blieben die Länder Innerösterreichs als administrative Einheit erkennbar. Die politische Behörde zweiter Instanz unter den Wiener Hofstellen, das «Gubernium», wurde in Graz eingerichtet und war seit 1782 zuständig für die Steiermark, Kärnten und Krain. Die entsprechende Gerichtsbehörde zweiter Instanz («Appellationsgericht») sass seit 1782 in Klagenfurt. Im Hinblick auf die Zuständigkeit des Militärkommandos, des Oberlandesgerichts und der Oberstaatsanwaltschaft in Graz bildeten die Kronländer Steiermark, Kärnten und Krain auch im grössten Teil des 19. Jahrhunderts noch eine Einheit.

Dieser Sachverhalt zeigte sich auch bei der Entstehung des historischen Gedächtnisses der Region. «Was immer von Inner-Österreich erhalten und fortgepflanzt zu werden verdient», sollte der Vergessenheit entrissen werden, hiess es 1811 in einem Aufruf von Erzherzog Johann an alle «Freunde des Vaterlands». Das bis heute nach ihm benannte Museum in Graz war ursprünglich für die ganze innerösterreichische Ländergruppe zuständig und nicht primär für die Steiermark. Auch der regionale «Historische Verein»

hatte, da vor der Restitution der alten Kronländer Mitte des 19. Jahrhunderts entstanden, «Innerösterreich» zum namengebenden Bezugspunkt. Die Entdeckung und Propagierung der Volkskultur Innerösterreichs fand bei Erzherzog Johann ihren bevorzugten Ausdruck im Tragen der grauen Steirer-Jacke, was auch zu interpretieren ist als persönliche Absage gegen die zentralistisch denkende Führungsschicht der Wiener Politik.

Literaturhinweise

- France M. Dolinar u. a. (Hg.), *Katholische Reform und Gegenreformation in Innerösterreich 1564–1628*, Klagenfurt u. a. 1994.
- Graz als Residenz Innerösterreichs 1564–1619, Ausstellungskatalog Graz 1964.
- Handbücher und Karten zur Verwaltungsstruktur in den Ländern Kärnten, Krain, Küstenland und Steiermark bis zum Jahre 1918. Ein historisch-bibliographischer Führer, Graz u. a. 1988.
- Alexander Novotny, Berthold Sutter (Hg.), *Innerösterreich 1564–1619*, Graz 1968.
- Richard G. Plaschka u. a. (Hg.), *Was heisst Österreich? Inhalt und Umfang des Österreichbegriffs vom 10. Jahrhundert bis heute*, 2. Aufl., Wien 1996.
- Franz Sauer (Hg.): *400 Jahre Innerösterreich in Aufgaben und Leistungen*, Graz 1964.
- Anton Schindling, Walter Ziegler (Hg.), *Die Territorien des Reichs im Zeitalter der Reformation und Konfessionalisierung. Land und Konfession 1500–1650*, Bd. 1: Der Südosten, Münster 1989.
- Winfried Schulze, *Landesdefension und Staatsbildung. Studien zum Kriegswesen des innerösterreichischen Territorialstaates (1564–1619)*, Wien u. a. 1973.
- Viktor Theiss, *Erzherzog Johann, der steirische Prinz*, 3. Aufl., Wien u. a. 1982.
- Thomas Winkelbauer, *Ständefreiheit und Fürstenmacht. Länder und Untertanen des Hauses Habsburg im konfessionellen Zeitalter*, 2 Bände, Wien 2003 [Österreichische Geschichte 1522–1699].